



GSJ: Volume 13, Issue 9, October 2025, Online: ISSN 2320-9186

www.globalscientificjournal.com

PERCEPTION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT AU MALI

Dr Ambogou Paul OULA, Université Kurukanfuga de Bamako /Mali

Dr Maimouna TOURE, Maitre de Conférences à l'IPR/IFRA de Katibougou, Mali

Dr Kadiatou MALLE, Maitre-Assistant à l'IPR/IFRA de Katibougou, Mali

Dr Boukary KASSOGUE, Maitre-Assistant à l'IPR/IFRA de Katibougou, Mali

Pr Issa SACKO, Professeur Titulaire a la faculté des sciences économiques et de gestion
USSGB Mali

Résumé

Cet article analyse l'aide publique au développement au Mali. Pour y parvenir, nous avons utilisé la méthode hypothéticodéductive à partir des données en provenance de la base des données de la banque mondiale et de la FAO. Les résultats obtenus montrent premièrement que l'aide publique se caractérise par une faible transparence dans sa gestion . Deuxièmement, elle parvient difficilement à la société civile et les infrastructures sont les moins soutenues. Troisièmement, la fongibilité de l'aide publique existe même si elle n'est pas à hauteur des souhaits. En conclusion, l'aide publique agit positivement sur le bien-être de la population malienne, mais nous devrions rappeler aux responsables politiques quelques mesures de correction sur la transparence et assuré sa continuité malgré la divergence des discours politiques.

Mots clés: Aide publique, inégalité, pauvreté, mesures de correction

Introduction

L'inégalité des conditions entrainerait l'inégalité des richesses, mais l'inégalité des richesses ne modifie pas forcément les préférences du consommateur. (Brillat-Savarin A.,1755-1826). Aujourd'hui, le monde est presque scindé en deux blocs, il y a en général, les riches d'un côté, au nord et les pauvres de l'autre, au sud. Ce construit semble en réalité être naturel alors que l'agent économique est au centre de production des décisions du bien-être.

Au Sud, il y a ainsi, des milliers d'enfants qui meurent de faim et des milliers de personnes qui décèdent de maladies par faute de soin. Or, au Nord la situation est moins terrifiante et souvent on constate des gaspillages des ressources économiques. Concrètement, ces inégalités se voient au travers de différents indicateurs tant humains qu'économiques. Pour combler le creuset en termes de bien-être entre le Nord et le Sud, les pays du Sud reçoivent souvent un soutien généralement connu sous le nom de « l'aide publique au développement ». Elle est considérée comme des dons ou des prêts des pays riches vers les pays pauvres. Ainsi, son efficacité est un objectif fondamental pour la communauté internationale et pour les bénéficiaires. Il s'agit d'améliorer le contenu, la gestion et la réalisation des activités dans un souci d'optimisation des ressources au profit des bénéficiaires. Cependant, quelle est la plus-value de l'aide publique au développement sur le taux de croissance économique du Mali? Contribue-t-elle à une amélioration du bien-être de la population ?

Faits expérimentaux

Nous allons dans un premier temps définir et montrer les objectifs de l'aide publique au développement, dans un second temps étudier les fondements théoriques de l'aide publique, dans un troisième temps nous aborderons la question de l'efficacité de l'aide publique et en fin nous allons tirer les mesures qui permettraient de corriger la fongibilité de l'aide publique au développement.

Théorie et définition de l'aide publique au développement

Le comité d'aide au développement est l'instance chargée des questions relatives à la coopération avec les pays en voie de développement. Cependant, la littérature économique retient plusieurs définitions de l'aide publique au développement (APD), dont celle du comité d'aide au développement (CAD) et l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) caractérisent celle-ci comme « *des dons (n'entraînant pas une obligation juridique de remboursement pour le bénéficiaire), des prêts (entraînant toutefois le remboursement de la somme transférée), préférentiels prévus au budget et transférés des pays riches vers les pays en voie de développement* ». C'est dans cette logique, que l'agence française de développement (AFD) propose de définir l'APD, comme étant un outil public dont l'objectif absolu est de favoriser le développement économique essentiellement des pays les moins avancés (PMA), à travers un accroissement des financements de certains secteurs considérés d'intérêt général tels que l'éducation, la santé, les infrastructures, mais également dans certains cas, des guerres civiles (à travers l'armement), pour parvenir à une amélioration

du niveau de vie des populations. Autrement dit, il s'agit d'un transfert financier d'un État considéré comme étant « développé » vers un autre État dit « sous-développé » théoriquement pour favoriser son développement à long terme. Il est important de distinguer la notion d'APD dite bilatérale de celle dite multilatérale. L'aide bilatérale est destinée directement à un pays en développement, cette coopération est un outil politique de développement d'après l'OCDE, servant les intérêts des États membres du CAD. Néanmoins, cette coopération consiste également à mettre l'accent sur la générosité, la performance et la reconnaissance de l'expertise en termes d'investissement à l'égard des populations qui en bénéficient. L'aide publique est multilatérale lorsque celle-ci transite par une organisation internationale telle que la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire Internationale, la Commission Européenne, la Banque Européenne d'Investissement, la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement. Cette forme de coopération permet de gérer des projets de développement à l'échelle nationale (contrairement à celle dite bilatérale s'intéressant généralement aux projets locaux), résoudre des problèmes dont la complexité dépasse les possibilités de l'aide bilatérale.

L'objectif fondamental est la croissance économique et la réduction de la pauvreté des pays en développement. L'APD s'est fixée comme priorités la réduction de la pauvreté et la consolidation de la paix, dans le droit fil des OMD, mais aussi l'amélioration du taux d'alphabétisation ou encore, la lutte contre certaines maladies. La nécessité d'intégrer ces contraintes environnementales aux objectifs de développement économique et social les évaluations environnementales stratégiques de l'OCDE visent à favoriser l'intégration de préoccupations liées à l'environnement, à la diversité biologique, au changement climatique et à la lutte contre la désertification dans les politiques et programmes de coopération au développement.

Sur les fondements théoriques, le modèle de croissance keynésien d'Harrod et Domar (1939-1946) ont permis de déterminer le niveau d'aide nécessaire pour atteindre un objectif de croissance équilibrée. En effet, l'aide est évaluée de manière à combler un déficit externe (Importations – Exportations) et également un déficit interne (Investissements – Épargne). Afin d'accélérer le développement, il conviendrait de stimuler la croissance et la consommation dans les pays pauvres, et y faire émerger des marchés potentiellement rentables pour leurs entreprises. C'est dans cette logique que le modèle suggère que pour accroître son taux de croissance, il est nécessaire d'augmenter le taux d'épargne, en supposant que la productivité du capital soit constante. Force est de constater que l'épargne privée est insuffisante dans les pays pauvres, et que celle-ci a un rôle fondamental dans l'équation du

modèle d'Harrod et Domar, puisque l'épargne est une variable importante de la croissance et donc du développement, c'est pourquoi, les pays pauvres font appel à l'épargne étrangère et donc à l'aide publique au développement pour permettre la hausse du taux d'épargne, finançant de ce fait un taux d'investissement et de décroissance relativement plus élevés.

Étude expérimentale

En réalité, les faits stylisés relatent que la question de l'aide publique au développement est au centre des débats politiques internationaux des États-Unis, d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Australie. Garbonier (2010) dévoile 3 postulats idéologiques de l'aide publique au développement, il considère que l'aide publique au développement est d'abord néomarxiste ensuite populiste et enfin néolibérale. Les partisans du courant néomarxiste jugent que l'aide publique est un instrument des pays industrialisés pour dominer les pays pauvres. Or, le courant populiste met l'accent davantage sur le gaspillage des ressources monétaires au profit des pays du tiers monde au détriment des bénéficiaires nationaux. Cependant, le néolibéralisme s'accorde à dénoncer avec véhémence l'inefficacité de l'aide publique au développement. Plusieurs auteurs (Teresa Hayter, 1971; Charnoz et Severino, 2007 ; Harrigan et Toye, 1991; Raymond Cartier, 1956 ; Meimon 2007 ; Foubert 1973 ; Peter Bauer, 1971) sont les principaux acteurs de ses 3 courants qui critiquent l'aide publique. Aujourd'hui, la grande majorité des auteurs qui s'attaquent au système d'aide au développement sont en général d'inspiration néolibérale et de nombreux acteurs de développement s'inquiètent de la réduction des engagements, voire le gel de certains programmes, après plusieurs décennies de coopération intensive. Le paysage de l'appui au développement a beaucoup évolué ces dernières années en raison de la multiplication des acteurs et des institutions engagés dans la coopération. On assiste actuellement à une réévaluation fondamentale des dispositifs d'aide, qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux. Cependant, un consensus existe aujourd'hui pour reconnaître que l'aide internationale octroyée aux pays pauvres est un apport substantiel, mais elle n'a pas pour autant pas atteint globalement, les résultats escomptés. C'est la raison pour laquelle Severino J-M. et Charnoz X. (2003) considèrent que « l'aide publique au développement est une vérité globale et un mensonge local ». Pour d'autres, l'aide publique au développement n'est pas le seul moyen qui permet d'assurer le financement du développement malgré qu'elle constitue une variable non négligeable sur le bien-être des pays du tiers monde. Il nous semblerait à présent que l'aide publique au développement serait une source de soutien en provenance de l'extérieure pour les pays en développement pour amorcer la réduction de la faiblesse des revenus, d'épargne et du faible niveau d'investissement productif. Parmi plusieurs raisons, l'aide a pris

le chemin de l'Afrique parce que les pays africains comptent parmi les pauvres au monde. Beaucoup d'entre eux reçoivent un montant d'aide au développement qui équivaut à 10% du produit national brut (PNB). En 2017, l'aide publique au développement a atteint 146,6 milliards de dollars, soit une baisse de 0,6 % par rapport à 2016. Seuls cinq pays, la Suède, le Luxembourg, la Norvège, le Danemark et le Royaume-Uni ont consacré plus de 0,7% de leur revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement, tel que souhaité par les Nations-Unies (jeune Afrique, 2019). Selon la Banque mondiale (2019) l'aide publique au développement (APD) désigne les décaissements de prêts consentis à des taux confessionnels (hors remboursement de capital) et les subventions des agences membres du comité d'aide au développement (CAD), des institutions multilatérales et des pays non-membres du CAD pour promouvoir le développement économique et le bien-être dans les pays et territoires figurant sur la liste du CAD des bénéficiaires d'APD. Malgré le chiffre impressionnant de 146,6 milliards de dollars en 2017, le Mali aurait obtenu 1,7 milliard de dollars en matière d'aide publique au développement (APD), si l'on en croit, les chiffres collectés par le comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publiés à cette date, l'Éthiopie, le Nigeria sont les plus grands bénéficiaires d'aide publique et la Guinée est le pays le plus faible bénéficiaire. Sous cet angle, l'aide publique au développement peut être définie comme l'ensemble des apports de ressources fournis à un pays par un autre pays ou un organisme multilatéral.

Outil d'analyse

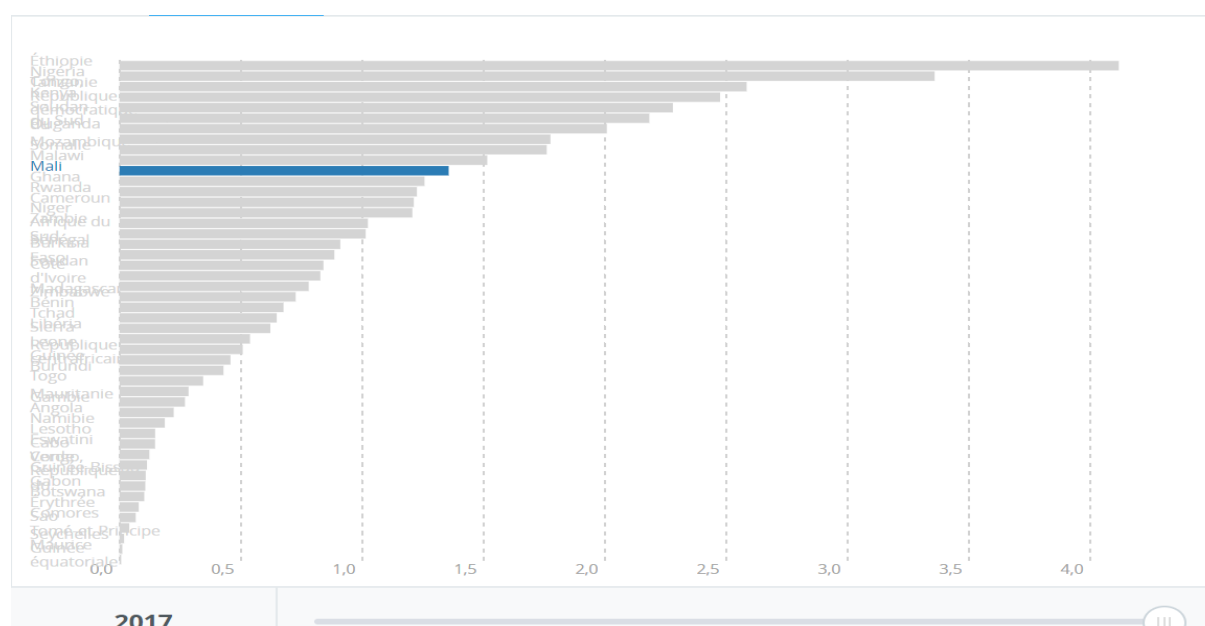
Les instruments microéconomiques pour analyser les effets de l'aide publique sur la performance, l'Efficacité, la fongibilité sur la réduction de la pauvreté au Mali. Pour y parvenir nous avons adopté la méthode hypothéticodéductive et les données sont recueillies dans la base données de la banque mondiale et de la FAO sur les périodes de 2016- 2017, 2001-2009 et de 2019.

Performance macroéconomique de l'aide au développement

En termes d'évolution, l'aide publique au développement est inégalement répartie entre les continents et des pays en fonction du seuil de vulnérabilité des pays dans le continent. Le Mali fait partie des pays bénéficiaires de l'aide publique au développement pour un taux d'aide variable en fonction des années. Pour l'année 2017, le Mali aurait obtenu 1,3 milliard de dollars US, situé entre 2 extrémités pour un seuil maximal d'aide publique au développement de 4,2 milliards en Éthiopie et un minimal environ de 0,5 milliard pour la Guinée équatoriale. L'obtention du taux maximal d'aide publique au développement est liée à

la faible performance économique des nations bénéficiaires financier par la recette des pays économiquement performante. Autrement, si on venait à comparer les performances économiques des nations du continent, en Amérique, la Bolivie serait l'un des plus grands bénéficiaires de l'aide publique à hauteur d'un milliard de dollars à peu près, suivi par la Colombie, le Mexique, le Cuba, et le Pérou. Les autres pays d'Amérique seraient, plus de valeur ajoutée pour soutenir les économies des autres pays de l'Amérique latine. C'est la raison pour laquelle ils reçoivent moins ou aucun soutien d'aide publique au développement. En Europe, nous avons la Turquie de plus de 3 milliards, la Serbie et l'Ukraine seraient les mieux soutenues. Ce constat révèle que l'économie des pays de la zone euro semblerait plus compétitive que les économies, exceptée la Suisse et l'Angleterre. En Asie, le Vietnam bénéficierait de près de 2 milliards , Myanmar et le Gambodge sont les pays qui reçoivent plus un taux de soutien d'aide publique au développement de nos observations sur la période de 2017 (Banque mondiale, 2019). Cependant on ne saurait pas porter un avis sur la performance de ses aides avec le montant d'aide reçu par ses pays. Le graphique1 ci-dessous nous donne une lecture des économies des pays du continent africain en général et du Mali en particulier. Cependant, les études économiques montrent que l'économie malienne serait plus performante que celle de l'Éthiopie, du Nigeria, de la Gambie, de l'Ouganda, du Mozambique et de Malawi, mais c'est une économie qui se caractérise par une faiblesse de transparence dans la gestion de ses ressources. Par conséquent, les économies de tous les autres pays du continent sont moins performantes que l'économie malienne, mais ils disposent d'une gestion transparente et une répartition optimale des ressources (graphique 1).

Graphique 1 Aide publique au développement nette reçue (\$ US courants)

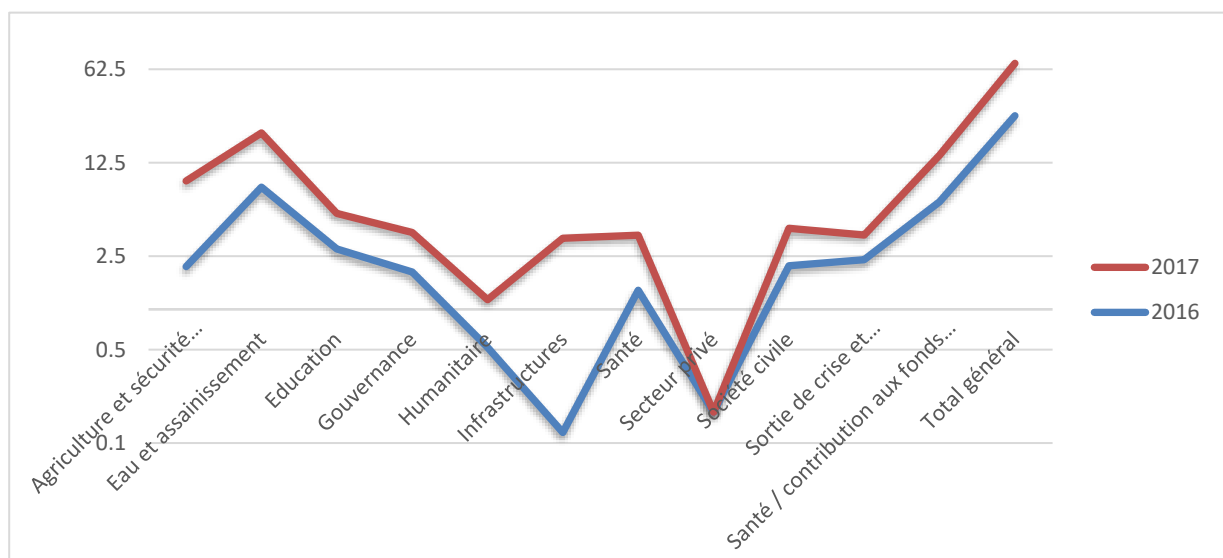


Source : construit par l'auteur à partir des données de la banque mondiale (2019)

Efficacité de l'aide au développement

En termes d'efficacité d'aide publique au développement, nous avons répertorié la France parmi plusieurs qui octroie de l'aide publique au développement. La portée de ce choix cadre avec les références de la coopération et de son poids dans l'économie malienne. Le graphique 2 ci-dessous nous enseigne l'octroi de l'aide publique de la France au Mali en milliards de francs CFA. Cette aide est répartie à plusieurs secteurs une tendance d'évolution dans le même sens. En revanche, la France privilégie davantage le secteur de l'eau et assainissement, l'agriculture et la sécurité alimentaire, la santé et l'éducation. On constate que la France priorise les secteurs clé de développement. Maintenant, est-ce que ses secteurs ont-ils permis le développement? En réponse, à l'heure actuelle, la science économique ne disposerait pas un instrument de mesure de quantité adéquate, mais qualitativement, il ressort un large taux d'éducation sans faire abstraction à la qualité. L'agriculture est assez sur la voie productive, mais l'insécurité alimentaire demeure de plus en plus. Plus 70% de la population n'a pas accès à l'eau potable et en termes d'assainissement le pays semble comme une réserve des déchets de tout genre. En conclusion, l'aide publique au développement semble être inefficace parce que l'aide publique manque une gestion optimale. On constate que la société civile, le secteur d'infrastructure sont les moins soutenus.

Aide publique au développement décaissée par la France au Mali (en milliards en FCFA)

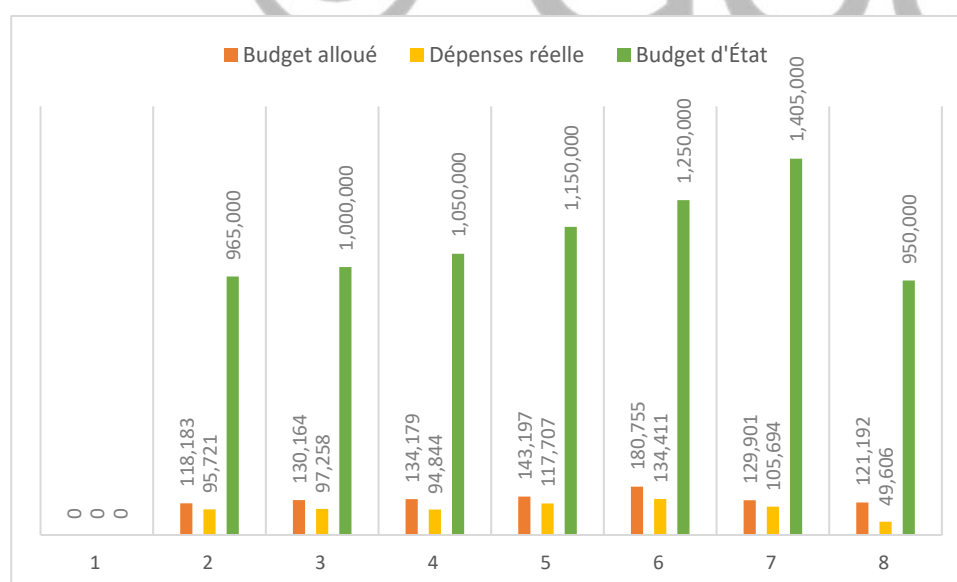


Source : construit par l'auteur à partir des données

Fongibilité de l'aide publique au développement

Le concept de fongibilité de l'aide fait référence à la possibilité, pour le gouvernement receveur, de réduire ses propres dépenses dans le secteur ciblé par l'aide pour transférer ses fonds à d'autres secteurs. Elle a donc pour conséquence, un relâchement de la contrainte budgétaire du pays receveur et l'aide s'ajoute simplement aux ressources totales de l'État. Elle empêche ainsi les bailleurs de fonds de cibler l'aide comme ils l'entendent. L'analyse économique du graphique 2 et l'histogramme 1 ci-dessous montrent que l'aide publique a fait baisser les dépenses réelles dans le secteur de l'agriculture, ce qui nous permet de révéler l'impact de l'aide publique. Ce résultat de notre analyse s'oppose à celle de Feyzioglu, Swaroop et Zhu, qui montrent qu'un dollar d'aide fait augmenter les dépenses du gouvernement de 33% (1998). En conclusion, l'aide publique au développement est fongible, mais on constate qu'elle n'est pas fongible dans tous les cas.

Histogramme 1 Part du budget agricole sur le budget d'État

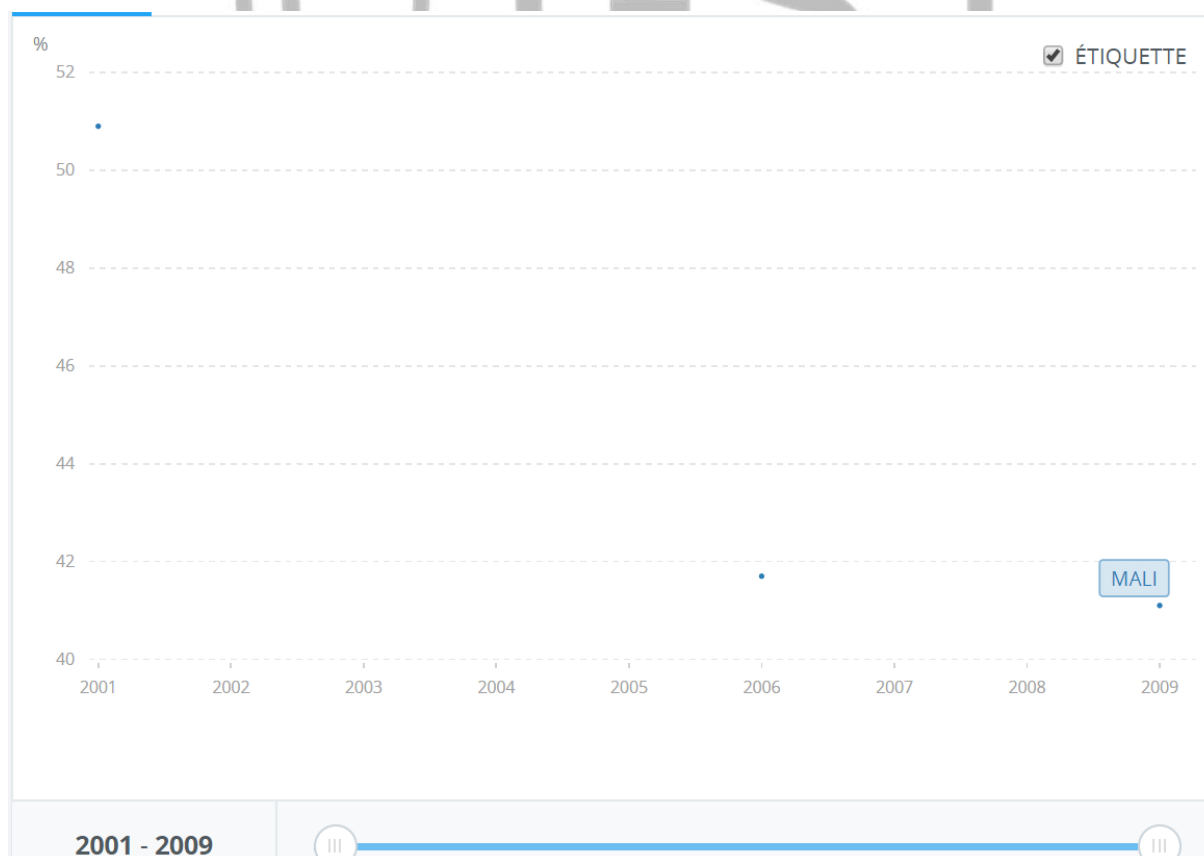


Source : Kassogué B (2019) Politiques agricoles et Productivité de l'Agriculture au Mali, IUP Bamako

Effet de l'aide sur la réduction de la pauvreté

Pour comprendre l'effet de l'aide sur la réduction de la pauvreté, certains auteurs ont invoqué son impact sur la croissance économique. Considérons que l'aide contribue à la croissance et que la croissance contribue à la réduction de la pauvreté, alors l'aide permet de lutter contre la pauvreté. Cependant, ce raisonnement repose sur l'hypothèse que l'aide n'a pas d'effet direct sur la pauvreté et que son effet passe essentiellement par la croissance. Cette approche est remise en cause par les résultats d'un certain nombre d'études, qui soulignent un effet direct de l'aide sur des indicateurs de développement humain, ou encore un effet indirect qui passe par d'autres canaux que celui de la croissance. En ce qui concerne le Mali, les points de nuage ci-dessous montrent que le taux de pauvreté connaît une baisse de 50% à 41% environ entre 2001 et 2006 et moins de 41% en 2009. L'analyse de ses résultats permet de mettre en évidence l'incidence de l'aide publique sur la réduction de la pauvreté, une influence positive de l'aide sur le bien-être de la population, d'où la déclaration de l'aide publique considérée comme favorable aux plus pauvres au Mali.

Ratio de la population pauvre en fonction du seuil de pauvreté national (% population)



Source : Banque mondiale 2019.

Mesures et corrections de l'aide au développement

Les mesures sont axées surtout sur la gestion des ressources de l'aide, car c'est le principal problème. L'aide vise essentiellement à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des indicateurs sociaux. Elle doit plutôt être concentrée sur la promotion des investissements économiques. L'éducation est le secteur le plus financé par les donateurs, des efforts notoires doivent y être consacrés comme la qualité de l'enseignement et le taux d'échec élevé au niveau de l'éducation. L'autre élément consistera à l'efficacité de l'aide à améliorer le rythme de décaissement des fonds et d'exécution des dépenses notamment à travers la décentralisation et la déconcentration de la gestion budgétaire. Les États fragiles sont un défi majeur pour l'efficacité de l'aide. À l'heure actuelle, la majorité des pays du Nord reconnaît qu'un maintien de l'aide est préférable malgré la divergence des discours politiques des différents pays.

Conclusion

Aujourd'hui, l'aide publique au développement est un instrument essentiel de coopération internationale. Elle contribue au décollage économique de la plupart des pays économiquement moins performants. Toutefois, son efficacité exige l'utilisation d'une bonne politique de gestion, or la littérature économique nous enseigne la dualité de l'aide, il y a ceux qui soutiennent que l'aide n'a pas d'impact positif en absence d'une politique d'austérité économique et ceux qui considèrent que l'aide ne répond pas aux attentes des pays en voie de développement que seulement le secteur de la santé et de l'éducation. En effet, le niveau de l'aide peut affecter positivement la croissance économique et améliorer considérablement le bien-être de la population malienne.

Bibliographie

Banque mondiale. (2019, 6 13). *Donnees.banquemonddiale.org*. Récupéré sur Banque mondiale:

https://donnees.banquemonddiale.org/indicateur/DT.ODA.ODAT.CD?contextual=region&end=2017&most_recent_year_desc=false&start=2017&view=bar

Brillat-Savarin A. (1755-1826). L'inégalité des conditions entraîne l'inégalité des richesses, mais l'inégalité des richesses n'amène pas l'inégalité des besoins. *Parisien*.

Charnoz O. et Sverino JM. (2007). L'aide publique au développement. *Collection : Repères*.

- Foubert J. (1973). La politique française de coopération : une doctrine à conserver. *Revue Tiers Monde* .
- Garbonier. (2010). Actes du Parlement de Paris. *University of Toronto* .
- Harrigan et Toyer. (1991). Attitudes à l'égard des préjugés sexistes en langue: une réévaluation. *University of Cincinnati*.
- Hayter T. (1971). AID as Imperialism . *Social Scientist*.
- Jeune Afrique. (2019, 6 13). *Économie/aide publique au développement*. Récupéré sur <https://www.jeuneafrique.com/549767/economie/aide-publique-au-developpement-seulement-cinq-pays-respectent-les-criteres-de-lonu/>
- Kassogué B. (2019). Politiques agricoles et Productivité de l'agriculture au Mali. *IUP Mali*.
- Meimon. (2007). Que reste-t-il de la coopération française. *Politique africaine n0 105*.
- Perter Bauer. (1971). ECONOMIST AND SCHOLARS. *CATO JOURNAL*.
- Raymond Cartier. (1956). Le monde d'où vient-il ? Où va-t-il ? *Édité par Paris Match* .
- Severino et Charnoz. (2003). Un paradoxe du développement. *Revue d'économie du développement vol2*.